

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 10 mars 2022

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° PREF-DCL-BCLUE-2022069-0001

Modifiant l'arrêté du 16 février 2006 autorisant la société CYDEL à exploiter l'unité de traitement avec valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés située sur le territoire de la commune de CALCE

***Le Préfet des Pyrénées-Orientales
Chevalier de l'Ordre national du Mérite***

Vu le code de l'environnement ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la commission du 12/11/2019, notifiée sous le numéro C(2019) 7987, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4210 du 22/11/2000 autorisant la société CYDEL à exploiter une unité de traitement avec valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de CALCE (Pyrénées-Orientales) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 690 du 16/02/2006 modifié portant autorisation d'exploiter un troisième four à l'UTVE de CALCE ;

Vu le dossier de réexamen au titre de la Directive IED et du BREF WI déposé par la société CYDEL - (Réf : 797624-7360729-1 de mars 2021) ;

Vu le rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines de l'U.V.E (Réf : CB 797820-8450670 -6 V2 du 13/04/2021) ;

Vu l'expertise hydrogéologique « Impact de l'incinérateur de Calce sur les eaux souterraines » rapport T21-66005 rédigée par la société Calligée ;

Vu la note externe n° NOT 7309 C 0021 B du 25/05/2021 « Etude de faisabilité de différentes possibilités d'être en dessous d'un seuil réglementaire de 80 mg/Nm³ sur les NOx et 15 mg/Nm³ sur le NH3 » ;

Vu l'avis et les propositions de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13/09/2021 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 13/10/2021 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, dans sa séance du 20 janvier 2022, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté transmis pour observations à l'exploitant ;

VU la réponse de l'exploitant transmise par courriel du 29 février 2022 ;

CONSIDÉRANT que la société CYDEL a mis en place un programme de surveillance trimestriel de la qualité des eaux souterraines par l'intermédiaire du forage d'exploitation F2 bis ;

CONSIDÉRANT que CYDEL n'est pas strictement conforme au paragraphe 3.3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 qui demande que le programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines soit réalisé par des piézomètres amont-aval ;

CONSIDÉRANT que l'expertise hydrogéologique sur l'impact de l'incinérateur de Calce sur les eaux souterraines confirme que l'utilisation de l'ouvrage F2bis tel qu'un forage d'exploitation, et non d'un piézomètre, ne compromet pas la surveillance de la nappe du Dévonien, d'un point de vue quantitatif et qualitatif ;

CONSIDÉRANT que les 3 lignes d'incinération sont équipées d'un traitement non catalytique des NOx (SNCR) par injection d'ammoniacale qui ne permet pas de respecter la valeur limite de 80 mg/Nm³ sur les NOx fixée au paragraphe 7.1.1 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 ;

CONSIDÉRANT que la société CYDEL a produit une étude de faisabilité de différentes possibilités d'être en dessous d'un seuil réglementaire de 80 mg/Nm³ sur les NOx et 15 mg/Nm³ sur le NH3 qui fait ressortir que :

- l'amélioration du système de traitement actuel non catalytique permet de respecter une teneur en NOx de 150 mg/Nm³ tout en maintenant la teneur en NH3 inférieure à 15 mg/Nm³ mais ne permet pas d'atteindre 100 % du temps 80 mg/Nm³ ;
- les solutions de traitement catalytique (SCR) apparaissent très complexes à mettre en œuvre compte tenu des contraintes d'implantation et de non-disponibilité de gaz de ville et les coûts de ces solutions sont extrêmement élevés pour un gain environnemental faible. Ces solutions dégraderaient la performance énergétique de l'usine par une consommation supplémentaire de vapeur. Les nouveaux bâtiments servant à protéger les réacteurs de SCR pourraient aussi dégrader l'esthétisme architectural de l'usine.

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 12/01/2021 prévoit que lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur pour les émissions de NOx comprise entre 80 mg/Nm³ et 150 mg/Nm³ par arrêté préfectoral après avis du CODERST ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

A l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral n° 690 du 16 février 2006 susvisé est ajouté l'article 1.2.1.4 ci-après :

Article 1.2.1.4 Installations relevant de la directive IED

Rubrique IED	Installation et activité concernée	Caractéristiques des installations
3520*	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets a) pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 t/h. b) pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10t/j.	Incinération déchets non dangereux : 29t/h Incinération des DASRI 17 000t/an - 45 t/j
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes.	Cisaillage / broyage de déchets : 115 t/j Déshydratation boues de STEP : 80 t/j

* rubrique principale

ARTICLE 2

Au chapitre 1.6 « Arrêtés, circulaires, instructions applicables » de l'arrêté préfectoral n° 690 du 16 février 2006 susvisé est ajouté l'article 1.6.1 « Conditions d'application de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 » ci-après :

Article 1.6.1 « Conditions d'application de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 »

Article 1.6.1.1 « Aménagement du § 3.3 de l'annexe 3 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 »

Le programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines prévue par le 2ème alinéa du § 3.3 de l'annexe 3 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 est réalisé par l'intermédiaire du forage d'exploitation en lieu et place de piézomètres amont-aval.

Le protocole de contrôle visuel prévu par le 2ème alinéa du § 3.3 de l'annexe 3 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces du quai de réception des déchets, à une périodicité quinquennale.

Article 1.6.1.2 « Adaptation du § 7.1.1 de l'annexe 7 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 »

Par adaptation aux valeurs limites fixées par le § 7.1.1 de l'annexe 7 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 la valeur limite d'émission en conditions normales de fonctionnement, en moyenne journalière est fixée à :

- 150 mg/Nm³ pour les NOx ;
- 15 mg/Nm³ pour le NH3.

Article 1.6.1.3 « Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 »

A l'échéance du 03/12/2023 la société CYDEL transmet à l'inspection des installations classées un document justifiant de la conformité du site avec les paragraphes ci-après des annexes à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 :

- § 2.1. Système de management environnemental : plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales - Other Than Normal Operating Conditions), point 24 du § 2.1 ;
- § 2.2.2. Surveillance des effluents gazeux : mesure en continu du mercure, analyse mensuelle des PCB de type dioxines durant 24 mois consécutifs, réduite à une fois tous les 6 mois si les niveaux d'émissions sont inférieures à 0,01 ng OMS- TEQ/Nm³, mesure annuelle du Benzo[a]pyrène ;
- § 2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) : surveillance des OTNOC (au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF) ;
- § 3.2. Livraison des déchets (voir MTD 11 du dossier de réexamen) : échantillonnage périodique des livraisons de déchets ;
- § 3.5.1. Plan de gestion des OTNOC et § 3.5.2. Évaluation périodique des OTNOC : plan de gestion complet des OTNOC comprenant un programme de surveillance des émissions atmosphériques en conditions d'exploitation autres que normales ;
- § 7.1.1 Valeur limite des NOx et NH3.

ARTICLE 2 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Calce et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Le maire de Calce adressera à la préfecture le procès verbal justifiant l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

L'arrêté doit être affiché en permanence, de façon visible sur le site de l'exploitation par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, l'inspecteur de l'environnement DREAL/UID66 chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de Calce, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CYDEL et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général


Yohann MARCON

